

Marly, le 10 juin 2011

Monsieur Nicolas SARKOZY
Président de la République Française

Palais de l'Elysée
55, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 PARIS

Fabien THIÉMÉ
Maire de Marly
Vice-Président du Conseil Général
Délégué à l'Enfance, à la Jeunesse et
à la Famille
Tél. : 03.59.73.67.62
Fax : 03.59.73.67.63
Mail : fthieme@cq59.fr

Référence à rappeler : FT/MD/06.2011

Monsieur le Président,

Un document confidentiel interne au groupe PSA Peugeot Citroën a été rendu public hier par le syndicat CGT.

Ce document interne planifierait la possible fermeture des sites d'Hordain (Sevelnord), d'Aulnay-sous-Bois et de Madrid, menaçant ainsi plus de 6 200 emplois en France.

Deux solutions seraient envisagées pour Sevelnord Hordain qui, rappelons-le, emploie 2 600 personnes dans une région durement touchée par le chômage et la précarité.

Ces deux hypothèses sont la fermeture du site en 2013 avec délocalisation de la production dans un pays à bas niveau social ou maintien du site s'il y a notamment un renfort massif d'argent public, ce qui, comme le relèvent certains responsables syndicaux, peut s'apparenter à un véritable chantage aux subventions.

La rupture de partenariat avec Fiat annoncée le 12 mai dernier pourrait, dans ce cadre, constituer une preuve supplémentaire que ce plan est d'ores-et-déjà mis en application.

La fermeture du site nordiste Sevelnord serait une véritable catastrophe pour l'emploi et constituerait un véritable choc humain et social, touchant près de 10 000 familles dans le Nord, avec les emplois induits.

Monsieur le Président, en 2009, en échange d'un prêt d'Etat de 3 milliards d'euros, PSA promettait de ne fermer aucune usine en France.

En février 2011, en déplacement dans les Ardennes sur le thème de la sauvegarde de l'industrie, vous avez déclaré que « nous devons garder nos usines », ajoutant « sur ces dix dernières années, nous avons perdu 500 000 emplois industriels, il faut que ça s'arrête ».

C'est pourquoi, Monsieur le Président, je vous demande ce que vous comptez mettre en œuvre afin de stopper rapidement ce projet qui, s'il venait à se concrétiser, constituerait une véritable catastrophe non seulement économique mais également humaine, pour notre pays et pour le Nord-Pas-de-Calais.

Vous en souhaitant bonne réception et dans l'attente de vous lire,

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma haute considération.

Fabien THIÉMÉ
Maire de Marly
Vice-Président du Conseil Général